

Direction de l'aménagement des territoires et
de la transition écologique

Cayenne, le 23 mai 2025

Service prévention des risques et industries
extractives

Unité prévention des risques accidentels

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REGULUS SA UPG

BP 73
Centre Spatial Guyanais
97372 Kourou

Références : DGTM/DATTE/SPRIE/UPRA/MC/2025/470
Code AIOT : 0006900028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement REGULUS SA UPG implanté Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le premier objectif de la visite d'inspection est de s'assurer que l'exploitant a mené les démarches pour intégrer les obligations réglementaires permettant de mettre en œuvre les premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident.

Le second est de vérifier le suivi des différents paramètres de la station de traitement biologique B320.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGULUS SA UPG
- Centre Spatial Guyanais 97310 Kourou
- Code AIOT : 0006900028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'Usine de Propergol de Guyane (UPG), est exploitée par la société franco-italienne REGULUS. Elle assure la fabrication de propergol solide et le chargement des corps de moteurs P120C et P160C composant les boosters d'Ariane 6 et le premier étage de VEGA-C.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 : Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
6	Capacité traitement station biologique B320	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
3	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet
5	Stratégie de prélèvement et personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
7	Aménagement des points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 4.4.6.2	/	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission	AP Complémentaire du 28/07/2016, article 3	/	Sans objet
9	Auto-contrôle	AP Complémentaire du 14/11/2020, article 4	/	Sans objet
10	Livraison méthanol	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 8.5.7	/	Sans objet
11	Dispositif de prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien identifié les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie et a débuté une réflexion sur la mise en place d'une stratégie relative aux premiers prélèvements environnementaux. Cependant l'exploitant doit veiller au respect des fréquences réglementaires concernant la mise à jour du POI (tous les 3 ans) et la réalisation d'exercices (tous les ans).

Le suivi et les rejets concernant la station de traitement biologique B320 sont correctement assurés et sont conformes à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Le plan d'opération interne (POI) de l'usine de propergol de Guyane a été mis à jour le 12 mars 2025. L'ancienne version du POI du site datait de 2018. Pour les prochaines années, il est demandé à l'exploitant de veiller au respect de la fréquence réglementaire de mise à jour du POI qui est de 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

<p>Constats :</p> <p>Aucun exercice du plan d'opération interne n'a été réalisé au titre de l'année 2024 pour l'établissement REGULUS.</p> <p>En 2023, l'exercice annuel n'avait également pas été réalisé cependant le POI a été activé 2 fois dans des conditions réelles le 1er et le 2 novembre 2023 suite à des feux de savanes menaçant les installations du site. Le retour d'expérience de ces événements a fait l'objet d'un compte rendu qui a été présenté en séance.</p> <p>Le dernier exercice POI remonte donc à 2022.</p> <p>L'exploitant indique qu'un exercice est planifié pour le mois de juin de 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le compte rendu qui sera établi à l'issue de l'exercice POI du mois de juin.</p> <p>Pour les années à venir l'exploitant réalisera à minima un exercice par an. Dans le cas contraire, l'inspection des installations classées proposera au Préfet une mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie a été présentée lors de la visite d'inspection. La méthodologie utilisée par l'exploitant pour déterminer ces produits a été expliquée et n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection des installations classées. Les produits recherchés sont cohérents avec l'activité de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p>

<p>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>À la suite de l'identification des produits de décomposition, l'exploitant a commencé une réflexion sur les substances à rechercher dans les différents milieux. La liste de ces substances n'est pas intégrée dans la version 2025 du POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la liste des substances recherchées et les milieux associés. Il annexe cette liste à la dernière version du POI de 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 5 : Stratégie de prélèvement et personnels compétents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a débuté une réflexion sur la stratégie de prélèvement cependant les équipements disponibles en Guyane et l'absence d'organisme habilité rendent difficile l'aboutissement d'une stratégie efficace.</p>

Des réflexions sont en cours afin de mutualiser les moyens avec les différents établissements du Centre Spatial Guyanais.
L'inspection des installations classées prend en compte les difficultés rencontrées sur le territoire et encourage l'exploitant à poursuivre les actions engagées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Capacité traitement station biologique B320

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Substance	Activité/Quantité	Régime
2790 1	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793.1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 : A2. Déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement : A	Déchets de perchlorate d'ammonium	Station de traitement biologique B320 Quantité traitée :13 t/an	A

Constats :

L'arrêté préfectoral autorisant la société REGULUS à exploiter les installations de l'usine de propergol de Guyane limite la quantité de traitement de la station biologique B320 à 13 t/an. L'exploitant mentionne une capacité de 24 t/an.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant régularise sa situation administrative soit :
- en déposant un porter à connaissance
- en restant à une capacité de traitement inférieure à 13 t/an.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Aménagement des points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 4.4.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des effluents liquides

Prescription contrôlée :

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

La station de traitement 320 dispose d'un point de prélèvement et de mesure des rejets des effluents liquides. Ce point est aisément accessible et permet des interventions en toute sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/07/2016, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux traitées par la station de traitement des eaux perchloratées installées au bâtiment B320 dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentration maximale
Matières en suspension	100 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 15 kg/j 35 mg/l pour un flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j
DBO5	100 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 30 kg/j
DCO	300 mg/l si le flux journalier maximal n'excède pas 100 kg/j 125 mg/l pour un flux journalier maximal supérieur à 100 kg/j
Azote global	30 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 20 kg/j
Phosphore total	10 mg/l lorsque le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 15 kg/j
Aluminium + fer	5 mg/l
AOX	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Perchlorates	98.75 % de perchlorate abattu (soit une concentration de 100 mg/l de perchlorate en sortie de station de traitement)

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les valeurs de rejets pour la station de traitement B320 pour l'année 2024 et le début de l'année 2025. En 2024, sur l'ensemble des mesures réalisées dans le cadre du suivi de la station seulement 2,73% étaient non-conformes. Les non-conformités sont essentiellement liées au pH. L'exploitant est en train de mener une réflexion sur les causes de ces non-conformités afin d'améliorer le processus.
Aucune non-conformité n'a été identifiée pour le début de l'année 2025.
La station permet d'atteindre un abattement de perchlorate de 99%.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Auto-contrôle

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2020, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les points de rejet définis au titre IV du présent arrêté :

Zone d'échantillonnage	Paramètres analysés	Fréquences des analyses
13 B320 Station d'épuration interne	pH	hebdomadaire
	T°	
	MES	
	DCO	
	Azote global	
	Phosphore total	
	Perchlorate	
	DBO ₅	mensuelle
	Al	
	Fe	

Constats :

L'ensemble des paramètres sont bien mesurés. Les fréquences sont respectées. Les rapports de mesures ont été présentés en séance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Livraison méthanol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 8.5.7

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation

<p>Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>
<p>Constats : Les opérations de dépotage du méthanol font l'objet d'une procédure (référéncée C320 3 011 AD). Le dépotage est réalisé par le personnel de la société Air Liquide. Les opérations de dépotage sont réalisées avec la présence de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Dispositif de prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article VIII.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre les pollutions accidentelles</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 18/10/2024
<p>Prescription contrôlée : En cas de pollution accidentelle provoqué par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les plus brefs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la toxicité et les effets des produits rejetés ; • leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ; • la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ; • les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ; • les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune et la flore exposées à cette pollution ; • les méthodes d'analyses ou d'identification et les organismes compétents pour réaliser ces analyses. <p>A cet effet, l'exploitant constitue un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre les pollutions des eaux est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection les résultats de la dernière campagne de mesures (terre et eau souterraine) réalisées dans le cadre du suivi de la pollution accidentelle du 05/10/23 ont été présentés. La concentration en perchlorate a bien diminué. L'exploitant a procédé à une étude technico-économique sur les possibilités de traitements de la pollution résiduelle. Au vu des concentrations actuellement atteintes, l'inspection des installations classées rejoint la conclusion de l'exploitant de laisser les terres en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>